

ILS ONT TUE JAURES (une seconde fois)
LA CONSTITUTION PORTE LA GUERRE COMME LA NUEE PORTE L'ORAGE

LA RESPONSABILITE HISTORIQUE DU PS : ainsi, ils ont voté, et une majorité a dit oui à un projet constitutionnel européen qui fait du social, une variable d'ajustement du marché. A ceux qui considèrent que cette observation est sans fondement, je renvoie :

A la lecture réelle du document (des 448 articles), et à son agencement (le social vient-il avant le marché ?) et je pose une question :

Pourquoi le baron **Antoine SEILLERE**, patron du **M.E.D.E.F** serait-il favorable à ce texte, si celui-ci proposait autre chose que la domination du capitalisme sur le social ? Au-delà d'un vote avec d'autres partis politiques de droite et du centre, c'est cet aspect là qui révèle sur le fond, la nature et le contenu du traité. Le **MEDEF** Appellerait-il à voter oui, s'il ne trouvait pas à l'intérieur, les clefs d'une possible remise en cause des 35 h et d'une baisse des salaires ? D'une remise en cause possible du droit à la santé pour tous ? D'une accentuation possible de la flexibilité des salariés ?

Pour en revenir à la consultation des socialistes, observons qu'il ne s'agit donc pas simplement des dirigeants, mais que le **P.S** est, du fait de sa position sur le projet de constitution Européenne, porteur d'un projet de société qui fait du capitalisme, l'horizon indépassable des sociétés humaines. C'est la thèse sur «*la fin de l'histoire* » enfin gravé dans le marbre. Pourtant, on ne peut être surpris, car ce n'est pas la première fois dans l'histoire, que la social-démocratie se range au côté du capitalisme.

LA GRANDE BOUCHERIE : C'était en 1914, un Parti s'opposait encore à la guerre, le Parti de Jaurès (à l'époque la **S.F.I.O**). C'était aussi au cœur de Paris, en 1914, deux détonations ont retentis, puis ce cri d'effroi «*Ils ont tué Jaurès* ». Dans les jours qui suivirent, la totalité des élus **S.F.I.O** ont voté la guerre, que par la suite les peuples ont appelé : **LA GRANDE BOUCHERIE**. Cette guerre coûta plus de 11 millions de morts, des centaines de milliers de blessés estropiés à vie. Pas une place de nos villages de France ne possède un monument aux morts dédié à se souvenir de cette effroyable boucherie. C'est cette raison essentielle (et pas les 21 conditions de Lénine) qui déboucha en 1920 sur la création du **Parti Communiste**, car dans leur masse, les ouvriers et paysans n'ont jamais pardonné aux élus **S.F.I.O** d'avoir voté la guerre et trahi la pensée et l'engagement de Jaurès. Aujourd'hui, et même si l'histoire ne se répète pas.... Elle bégaye.... ce projet de constitution s'il était adopté nous envoie vers un nouveau conflit majeur... une nouvelle boucherie, dans laquelle une fois de plus ce sont les peuples qui paieront le prix.

LE CAPITALISME PORTE LA GUERRE COMME LA NUEE PORTE L'ORAGE : Cette phrase est de Jaurès, mais elle ne s'applique pas uniquement au capitalisme de 1914. N'oublions pas que la racine carrée du capitalisme, c'est la concurrence entre entreprises, entre salariés et entre territoires (d'où les délocalisations). Or la concurrence poussée jusqu'au bout, c'est la mort de l'autre. Or, quel est le cœur de la constitution européenne, le marché, la concurrence, la compétitivité («*Economie sociale de marché* »). Ces éléments sont les armes des guerres économiques, commerciales et fiscales. Seillière a d'ailleurs clairement indiqué que dans un monde ouvert, il fallait que les salariés français soient plus compétitifs que leurs homologues allemands, polonais, Italiens etc. La guerre de **1914** a aussi d'abord commencé comme une simple guerre économique entre 2 capitalismes qui voulaient dominer l'Europe et le monde (colonies). Aujourd'hui la guerre a déjà commencé sous sa forme monétaire (Euro, Dollar). Et Le général **TRICHET**¹ a appelé ...tous au front, pour défendre l'euro fort (nouvelle ligne Magino).

En votant oui au projet constitutionnel, les socialistes d'aujourd'hui, ont fait comme les députés **S.F.I.O** en 1914, qui votaient la guerre. Pour la deuxième fois, ils ont tué **JAURES**.
 Ne laissons pas l'histoire se répéter.

Martigues, le jeudi 2 décembre 2004

Fabrice AUBERT

¹ Président de la Banque Centrale Européenne.